



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.

145th IPU Assembly

Kigali, Rwanda
11-15 October 2022



145th IPU ASSEMBLY
2022 | Kigali, Rwanda

Assemblée

A/145/Inf.3
15 septembre 2022

Rapports des Membres sur les activités liées à l'UIP

Rapports des Membres de l'UIP sur les mesures prises pour donner suite aux résolutions, Assemblées et autres initiatives de l'UIP

Conformément aux Statuts de l'UIP, tous les Membres et Membres associés de l'UIP sont tenus de soumettre un rapport annuel sur les suites qu'ils donnent aux résolutions et décisions de l'UIP (Article 6).

Il incombe également aux Membres de l'UIP de soumettre au sein de leur parlement, sous la forme appropriée, les résolutions adoptées par l'Union interparlementaire, de les communiquer à leur gouvernement, d'en stimuler la mise en œuvre et d'informer le Secrétariat de l'UIP aussi fréquemment et complètement que possible, notamment par des rapports annuels, de l'action entreprise et des résultats obtenus (cf. Règlement de l'Assemblée, art. 39.2). À cette fin, les chefs des délégations aux Assemblées de l'UIP soumettent, conformément à leur législation nationale, un rapport à leur parlement national, avec copie au Secrétaire général de l'UIP, dans les plus brefs délais après clôture de l'Assemblée (Article 7).

À partir de 2017, le Conseil directeur a décidé d'adopter une approche fondée sur un cycle de rotation prévisible. Chaque année, des parlements de chaque groupe géopolitique sont désignés pour faire un rapport, chaque Membre devant présenter un rapport tous les quatre ans. L'idée est de dégager suffisamment de temps pour la préparation d'une soumission tout en réduisant la charge qu'implique un rapport annuel.

En outre, la nouvelle Stratégie de l'UIP 2022-2026, telle qu'approuvée par l'ensemble des Membres de l'UIP, a identifié le renforcement du concept de redevabilité à tous les niveaux comme l'un des objectifs stratégiques essentiels de l'organisation. Comme indiqué pour cet objectif stratégique, "l'UIP renforcera les efforts actuels de redevabilité, que ce soit au niveau des Parlements membres ou au sein du Secrétariat. Ainsi, elle clarifiera, normalisera et renforcera les processus nécessitant une action de suivi par les Parlements membres sur des questions clés, elle élargira la mobilisation des Membres (en particulier entre les événements), elle optimisera et intensifiera les mécanismes parlementaires de redevabilité et de suivi par les Membres, et suivra, prendra en compte et appliquera de manière plus systématique le retour d'information des Membres".

Le présent document expose les meilleures pratiques et les informations pertinentes communiquées par les Parlements membres de l'UIP en 2022, lorsque 46 Parlements membres ont été interrogés sur l'action parlementaire en lien avec les résolutions et d'autres décisions de l'UIP. Tous les autres Membres ont été encouragés à participer volontairement à l'enquête. Ces questionnaires permettaient de collecter des données comparatives et des exemples concrets de suivi parlementaire sur une ou plusieurs résolutions ou décisions adoptées par l'UIP.

Au total, l'UIP a reçu 90 réponses : 31 questionnaires intégralement renseignés et 59 partiellement. Sur les 46 parlements sélectionnés en 2022, le Secrétariat de l'UIP a reçu 22 réponses, ce qui représente un taux de 46 %, soit une diminution par rapport à l'année précédente, où le taux était de 49 %. Dans une certaine mesure, cela est imputable à l'instabilité politique de plusieurs régions, notamment une série de coups d'État militaires et des mouvements populaires qui ont conduit à un changement des institutions législatives, ou à leur suspension, en particulier sur le continent africain (qui présentait un taux de réponse particulièrement faible).

Des contributions individuelles à l'exercice 2022 ont également été recueillies par le biais de :

- correspondance bilatérale avec le Secrétariat de l'UIP : 16 réponses,
- rapports ponctuels à la suite des Assemblées de l'UIP,
- la 144^e Assemblée de l'UIP à Nusa Dua – Volet spécial du débat général sur la redevabilité : Mesures prises par les Membres à titre de suivi des résolutions et d'autres décisions de l'UIP,
- examens nationaux volontaires (rapports) soumis au cours du forum politique de haut niveau sur le développement durable.

Questionnaire 2022

Les parlements suivants ont été invités à soumettre leur réponse au questionnaire en 2022. Ceux qui ont répondu, soit directement à l'enquête, soit par d'autres canaux, sont **en caractères gras** :

Groupe africain : Algérie*, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Comores**, Congo, Côte d'Ivoire, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad.

Groupe arabe : Bahreïn (2 chambres), Égypte*, Iraq, Jordanie, Koweït.

Groupe Asie-Pacifique : Afghanistan, Australie*, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, République populaire démocratique de Corée.

Groupe Eurasie : Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus.

Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) : Bolivie (État plurinational de), Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, République dominicaine.

Groupe des Douze Plus : Albanie, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, France, République tchèque.

En outre, des contributions et des réponses volontaires ont été reçues de la part des 38 Parlements membres suivants :

Groupe des Douze Plus : Allemagne, Estonie, Géorgie, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Türkiye, Ukraine.

* Parlement appartenant à deux groupes géopolitiques et qui, dans le cadre des élections au sein de l'UIP, a choisi ce groupe.

** Parlement appartenant à deux groupes géopolitiques, mais qui n'a pas encore indiqué quel groupe il représenterait en cas d'élection.

Groupe Asie-Pacifique : Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Mongolie, Népal, Pakistan, Singapour, Thaïlande.

Groupe africain : Afrique du Sud, Burundi, Djibouti, Kenya, Mali, Maurice, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Zambie, Zimbabwe.

Groupe arabe : Émirats arabes unis, Maroc, Qatar.

Groupe Eurasie : Kazakhstan.

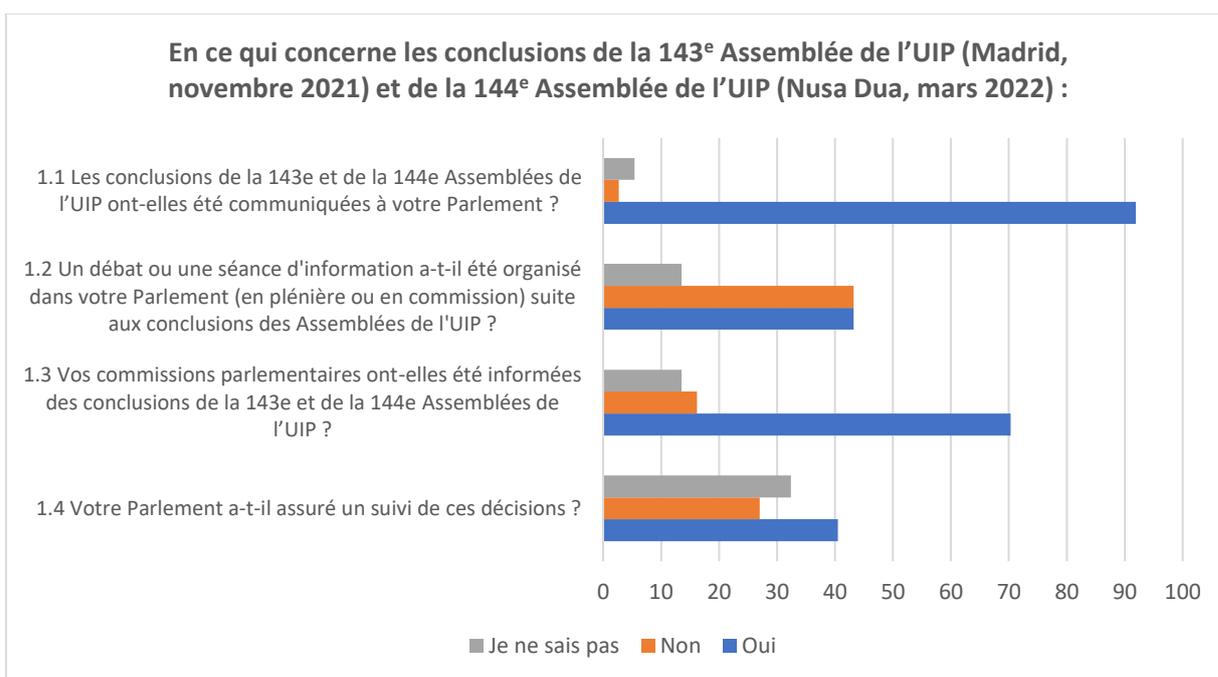
Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) : Guyana, Paraguay, Suriname.

CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE

Les réponses reçues fournissent des informations qualitatives et quantitatives sur le type de suite donnée par les parlements nationaux aux résolutions et autres décisions et initiatives de l'UIP.

1. Résolutions et influence de l'UIP sur les travaux des parlements

Pour ce qui est des résultats de la 143^e Assemblée de l'UIP¹ (Madrid, novembre 2021) et de la 144^e Assemblée de l'UIP (Nusa Dua, mars 2022)², 92 % des participants ont indiqué que leurs rapports avaient été présentés à leur parlement, 70 % ont fait parvenir les conclusions de l'Assemblée au parlement et 40 % ont informé les commissions parlementaires.



Bien que le taux de délégations rendant compte auprès des commissions parlementaires soit élevé, une amélioration est encore possible en ce qui concerne l'organisation de débats, de séances d'information ou d'autres activités de suivi dans les parlements (taux de réponses positives inférieur à 45 %).

Les bonnes pratiques suivantes peuvent servir d'exemples :

- **Azerbaïdjan** : les conclusions de la 143^e Assemblée de l'UIP ont été communiquées au Parlement. La Présidente du Parlement, qui a personnellement conduit la délégation azerbaïdjanaise lors de l'Assemblée à Madrid, a pris la parole en plénière pour informer les

¹ www.ipu.org/fr/event/143e-assemblee-et-reunions-connexes#event-sub-page-25153

² www.ipu.org/fr/event/144e-assemblee-et-reunions-connexes#event-sub-page-25792

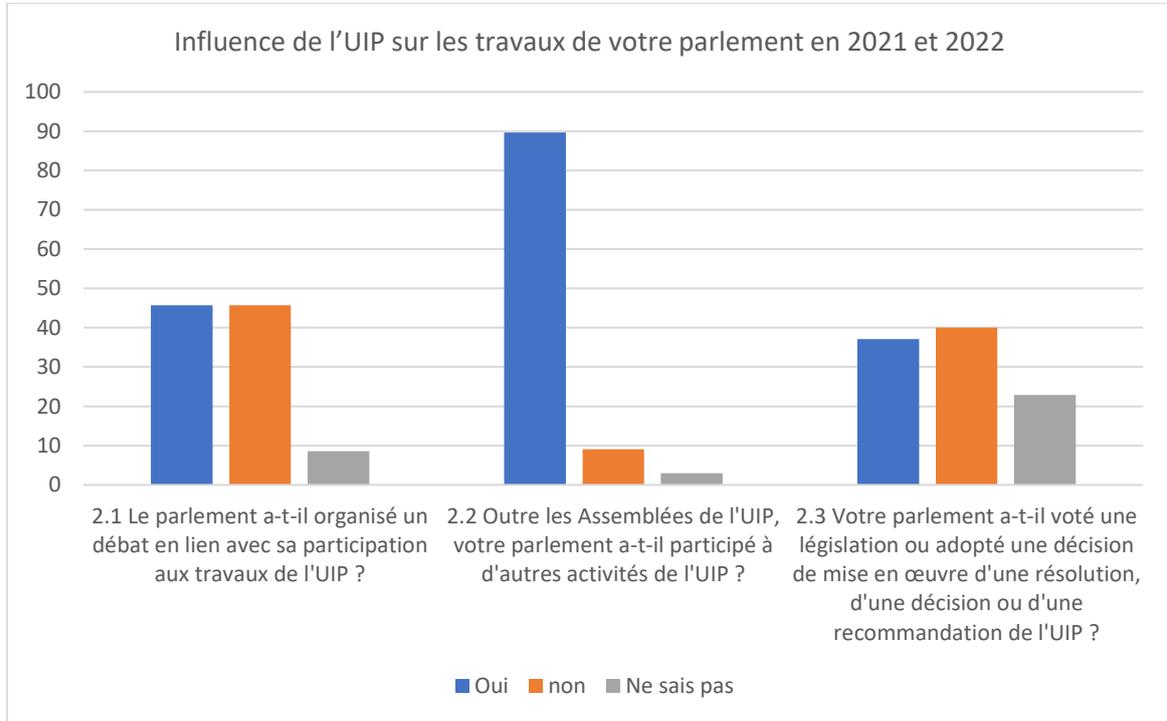
parlementaires de la participation de la délégation à l'Assemblée ainsi que des résolutions et de la Déclaration de Madrid adoptées par l'Assemblée. À cet égard, de courts débats sur les conclusions de l'Assemblée ont été organisés en plénière. En outre, les textes de la Déclaration de Madrid et des résolutions adoptées ont été communiqués aux commissions parlementaires concernées, lesquelles ont organisé des débats sur les activités de suivi au sein du Parlement. Actuellement, ces commissions étudient les opportunités et la nécessité d'amélioration de la législation nationale par rapport aux points stipulés dans les résolutions de l'UIP. Un rapport sur la participation de la délégation à la 143^e Assemblée de l'UIP a été publié, largement mis en valeur dans le périodique mensuel du Parlement, et diffusé à tous les parlementaires et les commissions concernées.

- **Chine** : après avoir participé à la 144^e Assemblée de l'UIP, la délégation chinoise a rendu compte des conclusions auprès de l'Assemblée populaire nationale (APN), celles-ci étant diffusées à toutes les commissions et tous les organes administratifs au sein de l'APN. Les décisions de l'UIP font l'objet d'un suivi efficace. Par exemple, en ce qui concerne les changements climatiques, l'APN travaille activement à la législation, en particulier la Loi sur la forêt, la Loi sur la promotion de l'économie circulaire, la Loi sur les énergies renouvelables, la Loi sur les économies d'énergie, la Loi sur la promotion de la production propre et la Loi sur la protection des zones humides. L'APN va maintenant aller de l'avant sur le plan de la législation et de la supervision en matière de pic de carbone et de neutralité.
- **Danemark** : les membres de la délégation à l'UIP ont tenu des réunions avec la Commission des affaires étrangères, afin de débattre des travaux au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, et avec le Ministre danois des affaires étrangères. La délégation à l'UIP a également organisé des réunions avec les ambassadeurs danois à l'ONU en poste à Genève et New York afin d'obtenir des informations sur les travaux en cours dans les divers organismes des Nations Unies.
- **Royaume-Uni** : le Groupe britannique de l'UIP transmet régulièrement les résolutions de l'UIP aux ministres concernés et organise un débat de suivi à l'intention des parlementaires et des interlocuteurs clés à Westminster. Par exemple, la Déclaration de Madrid sur le thème "Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie" (143^e Assemblée de l'UIP) a été remise au Secrétaire d'État aux affaires étrangères. La résolution sur le point d'urgence "Mobiliser un soutien parlementaire mondial en faveur de l'équité vaccinale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19" a été suivie par l'organisation d'un débat à Westminster Hall sur le thème "Accès mondial aux vaccins et rôle du gouvernement britannique dans la réponse internationale" (janvier 2022). La Déclaration de Nusa Dua sur le thème "Objectif zéro : mobiliser les parlements pour agir face aux changements climatiques" a été commentée et envoyée au Secrétaire d'État aux affaires étrangères ainsi qu'au Président de la COP26.

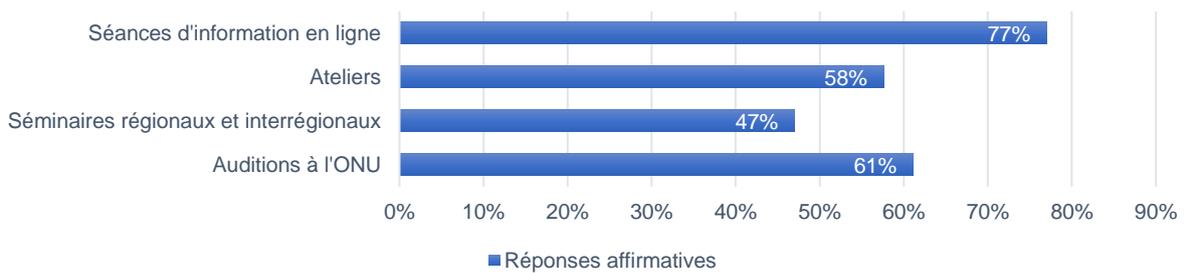
Autre résolution qui s'est imposée parmi les Membres de l'UIP : celle de 2019 de l'UIP sur l'accès aux soins médicaux : *Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé*. Quarante-sept pour cent des participants ont travaillé à la législation nationale ou ont pris des mesures spécifiques pour améliorer la situation dans leur pays. Parmi ceux-ci :

- **Bénin** : l'Assemblée nationale est la première institution avec laquelle l'UIP a mis en œuvre un atelier de renforcement des capacités sur la couverture sanitaire universelle. Il y a deux ans, le groupe du Bénin de l'UIP avait rendu compte des délibérations sur une nouvelle loi relative au droit à la santé. Après l'adoption de cette loi, en 2021, le Parlement du Bénin a fait part de son expérience, lors d'un atelier organisé par l'UIP dans le cadre du suivi de la résolution, puis il avait demandé un soutien en matière de renforcement des capacités parlementaires en vue de renforcer la mise en œuvre de la nouvelle loi. Cet atelier s'est tenu en mai 2022 : il a permis aux parlementaires et au personnel parlementaire de comprendre les principes et la législation relatifs à la couverture sanitaire universelle, il a analysé les forces et les faiblesses de la législation existante, et a rendu possible un échange avec les pays de la sous-région, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé.

En ce qui concerne la question de l'influence de l'UIP sur les travaux des parlements en 2021 et 2022, un peu moins de la moitié (46 %) des parlements a déclaré avoir organisé un débat sur la participation aux travaux de l'UIP. Il est particulièrement intéressant de noter que 88 % des participants ont également déclaré avoir pris part à "d'autres activités de l'UIP", notamment des auditions à l'ONU (61 %) et des séances d'information en ligne (77 %). Depuis la pandémie de COVID-19, il semblerait qu'un grand nombre de Parlements membres ait adapté leurs modalités de travail et recourent à des réunions en ligne et hybrides.

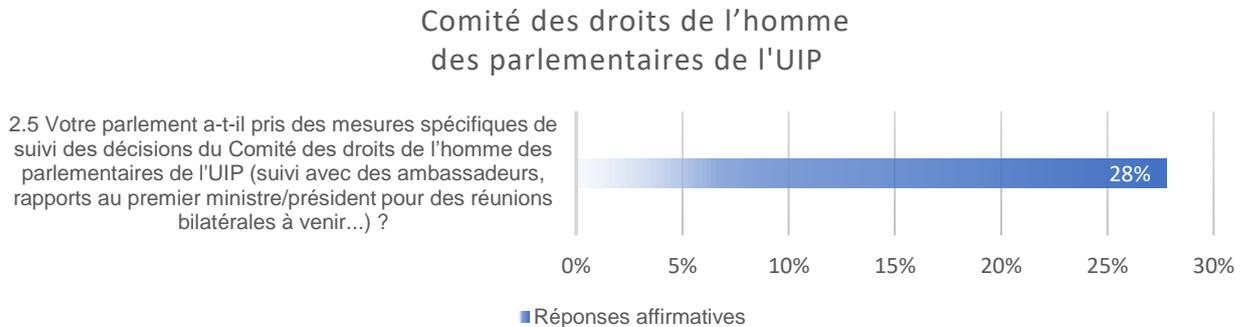


Outre les Assemblées de l'UIP, votre parlement a-t-il participé à d'autres activités de l'UIP :



2. Droits de l'homme des parlementaires

Selon l'enquête de 2022, les participants ont mentionné la nécessité de procéder à des améliorations en ce qui concerne le suivi des décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP. Parmi les participants, 39 % ont admis n'avoir pris aucune mesure et 28 % seulement avaient pris une mesure spécifique, par exemple le suivi avec les ambassadeurs, des remises de rapports au premier ministre/président pour des réunions bilatérales à venir, etc.



Parmi les bonnes pratiques signalées, on peut citer :

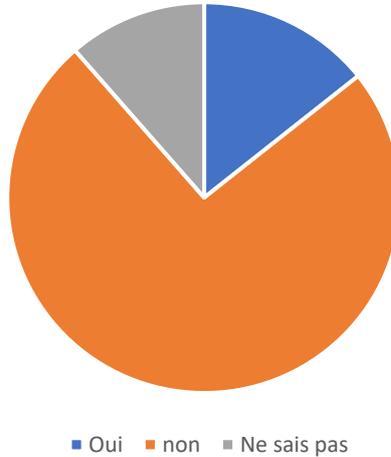
Danemark : des parlementaires danois se sont rendus en Türkiye pour soutenir des parlementaires emprisonnés du Parti démocratique des peuples (HDP), dont les dossiers se trouvent actuellement devant le Comité des droits de l'homme des parlementaires.

Thaïlande : comme stipulé par son Règlement, le groupe thaïlandais de l'UIP tient une Assemblée générale chaque année au moins, afin d'examiner les rapports d'activités au sein de l'UIP, notamment les décisions de l'UIP sur les dossiers relatifs aux droits de l'homme des parlementaires dans le monde. Les nouveaux parlementaires élus au Myanmar ayant été déchus par la junte militaire en février 2021, ce qui a provoqué des manifestations de masse dans tout le pays, de nombreuses violations des droits de l'homme à l'encontre de manifestants dans la capitale et près de la frontière Thaïlande-Myanmar ont été signalées. Les rapports mentionnent également des violations des droits de l'homme à l'encontre de parlementaires élus en novembre 2020. Dans ce contexte, et conformément aux recommandations de l'UIP, le Président de l'Assemblée nationale de Thaïlande a officiellement écrit au Ministre thaïlandais des affaires étrangères afin de réaffirmer la défense du principe de non-refoulement, stipulé dans la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, auquel adhère la Thaïlande depuis longtemps.

3. Assistance technique

Du fait principalement des restrictions aux déplacements liées à la pandémie de COVID-19, seuls 14 % des parlements participants ont reçu un soutien en matière de renforcement des capacités et/ou une assistance conseil de l'UIP au cours des deux dernières années. Parmi les participants, 74 % ont déclaré n'avoir bénéficié d'aucune assistance technique de la part de l'UIP. L'UIP étant une organisation pilotée par ses Membres, l'assistance technique et le renforcement des capacités sont proposés sur la base de demandes spécifiques reçues des Membres.

Votre parlement a-t-il reçu un soutien au renforcement des capacités et/ou une assistance conseil de l'UIP au cours des deux dernières années ?



Les bonnes pratiques suivantes méritent d'être soulignées :

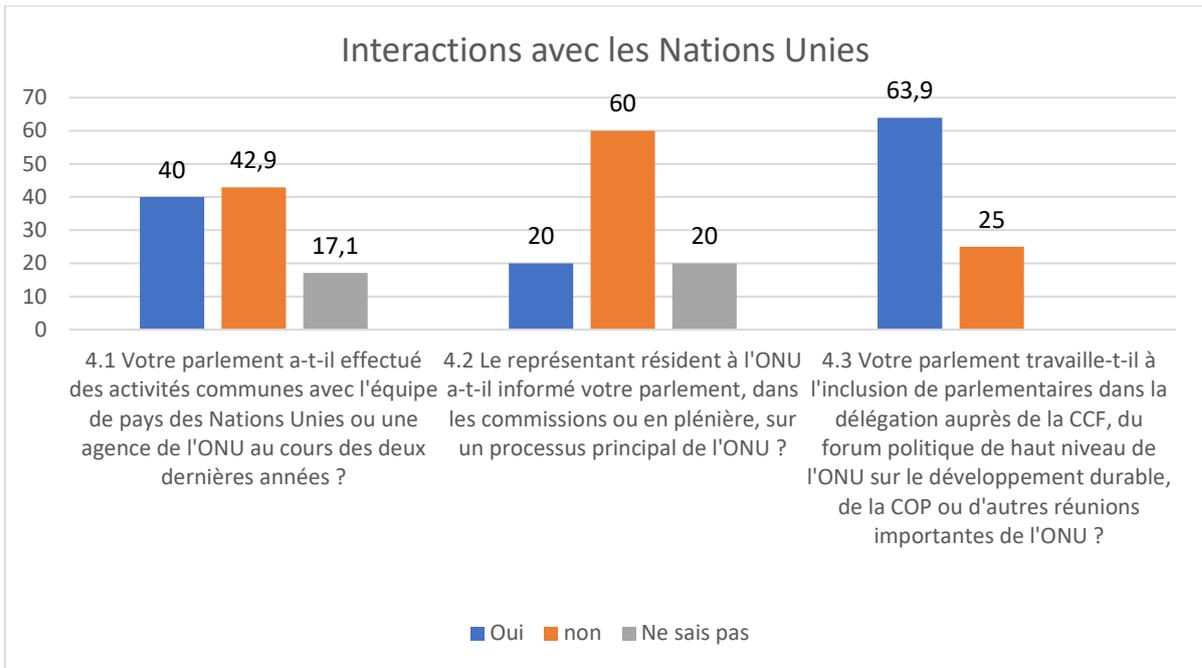
Tchad : l'Assemblée nationale du Tchad a décidé de hiérarchiser la préparation à l'accueil et à l'initiation des nouveaux parlementaires. Une étude sur les bonnes pratiques a été rédigée en prenant pour base une enquête sur des pratiques comparables dans plus d'une dizaine de parlements. Cette étude a été présentée au personnel concerné au cours d'une séance de formation, grâce à laquelle le personnel a adapté au contexte tchadien des pratiques comparables. L'intégralité de cet exercice a eu lieu avant la création du Conseil national de transition (CNT) et a permis d'accompagner avec succès le personnel parlementaire dans la préparation et la mise en place d'activités d'accueil des nouveaux législateurs. L'étude sur les pratiques comparables a également été partagée avec le Parlement de Haïti, qui a fait part de son intérêt dans cette démarche.

Djibouti : en mars 2022, un atelier avec le groupe des femmes a permis d'élaborer un plan d'action pour ce groupe. Trois priorités ont été définies : la création d'un Bureau, la promotion des femmes à des postes à responsabilité dans les régions ainsi que la santé de la mère et de l'enfant.

Sierra Leone : en octobre 2021, l'UIP a organisé un atelier, à l'attention des parlementaires de Sierra Leone, sur un nouveau processus d'approbation du budget. Le mois suivant, un atelier sur l'importance de la neutralité dans la fourniture de services aux parlementaires et au Parlement, ayant réuni 150 membres du personnel, s'est également tenu. Enfin, une visite d'étude pour les membres du personnel du Bureau du budget parlementaire a été organisée afin qu'ils puissent apprendre de leurs pairs au Kenya et en Ouganda.

4. Interactions avec les Nations Unies

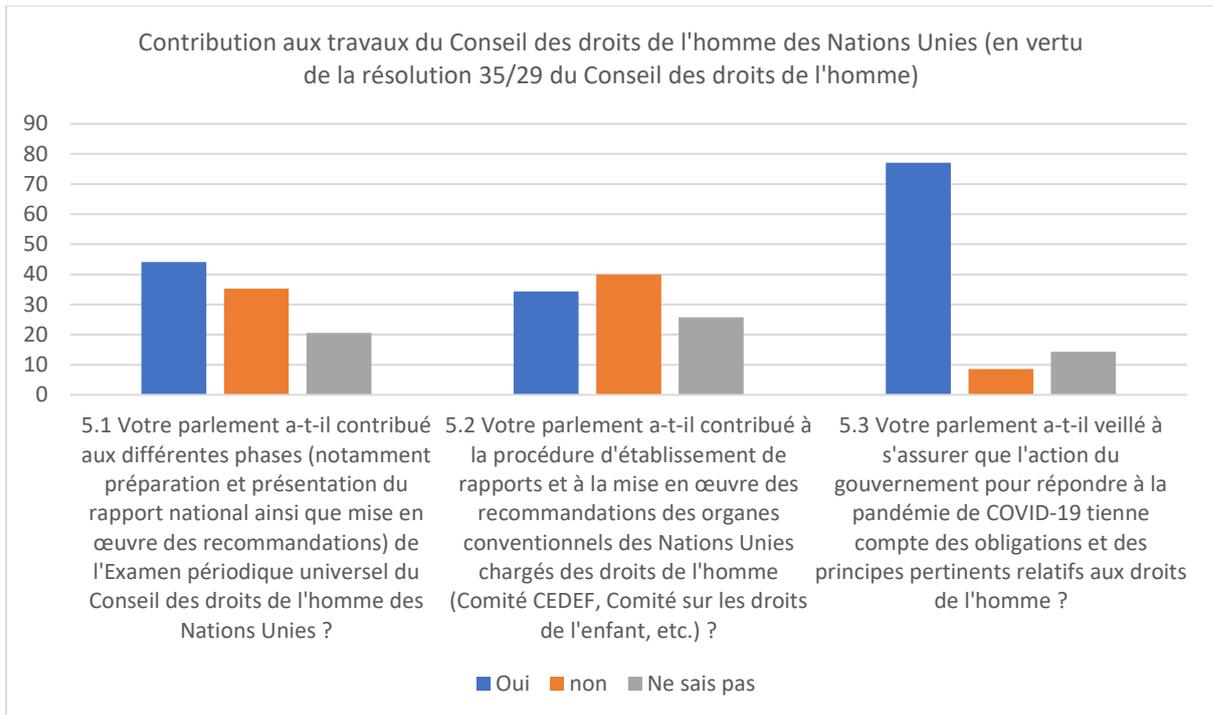
En ce qui concerne les interactions avec les Nations Unies, la majorité des participants (64 %) a fait référence à l'inclusion des parlementaires dans les délégations nationales auprès de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCF), du forum politique de haut niveau de l'ONU sur le développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP). Toutefois, très peu (20 %) ont été informés par le représentant résident à l'ONU sur les processus majeurs de l'ONU, ceux-ci représentant un outil essentiel de lien avec les discussions de haut niveau à New York ou Genève.



Bons exemples d'actions de suivi entreprises par les Parlements membres :

***Zimbabwe** : au Parlement, un atelier intitulé Assistance technique UIP-PNUE pour une reprise post-COVID-19 respectueuse de l'environnement a été organisé, avec pour thème central la reconstruction en mieux après la pandémie mondiale de COVID-19. La capacité des Membres à légiférer sur les énergies renouvelables a été renforcée, ce qui a permis d'élaborer le projet de loi sur les changements climatiques, résultat direct de cet atelier.*

Au niveau du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, une majorité de participants a déclaré que leur parlement avait contribué aux différentes phases de l'Examen périodique universel (44 %). Toutefois, un fait encore plus intéressant était qu'un nombre considérable de parlements ayant répondu à l'enquête (77 %) avait veillé à ce que l'action du gouvernement pour répondre à la pandémie de COVID-19 tienne compte des obligations et des principes pertinents relatifs aux droits de l'homme.



Il existe une marge d'amélioration en ce qui concerne la remontée des informations auprès des organes conventionnels des Nations Unies chargés des droits de l'homme (34 % seulement), par exemple le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDEF) et le Comité sur les droits de l'enfant. En dépit de la séparation des pouvoirs (entre le législatif et l'exécutif) et du fait que la plupart des affaires des Nations Unies (affaires étrangères) sont généralement sous la responsabilité des gouvernements, certains parlements ont profité d'opportunités juridiques pour s'impliquer automatiquement dans les délégations traitant de ces procédures de l'ONU.

À cet égard, les pratiques suivantes adoptées par les Membres peuvent être citées en exemples :

Koweït : le Comité sur la protection des droits de l'homme de l'Assemblée nationale du Koweït se réunit régulièrement avec des représentants de l'équipe de pays des Nations Unies chargée des questions sur les droits de l'homme. Ce Comité rencontre également des représentants du Ministère de l'intérieur, du Ministère des affaires étrangères et du Diwan national des droits de l'homme du Koweït afin de débattre des rapports sur les droits de l'homme, notamment de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Au cours de la pandémie de COVID-19, le Comité sur la protection des droits de l'homme de l'Assemblée nationale du Koweït a rencontré des fonctionnaires du gouvernement afin de s'assurer que les mesures sanitaires dans le cadre de la COVID-19 étaient conformes aux droits de l'homme. Par exemple, le Comité a prôné la liberté médicale de tous les citoyens koweïtiens et des expatriés ainsi que la levée des restrictions aux déplacements pour les personnes non vaccinées.

Paraguay : un sénateur et deux fonctionnaires ont participé à la délégation du Paraguay à l'Examen périodique universel, ce qui représente une bonne pratique encouragée par l'UIP. Le sénateur a apporté une importante contribution au dialogue interactif et il a mentionné les efforts réalisés par le Parlement pour mettre en œuvre les recommandations sur les droits de l'homme, notamment dans le processus de réforme du Code pénal. L'un des membres du personnel parlementaire était un représentant du Sénat chargé de la base de données en ligne sur les recommandations de l'ONU, "SIMORE", laquelle a été co-développée par les Nations Unies et le Paraguay, et est conjointement gérée par des représentants des trois pouvoirs de l'État.

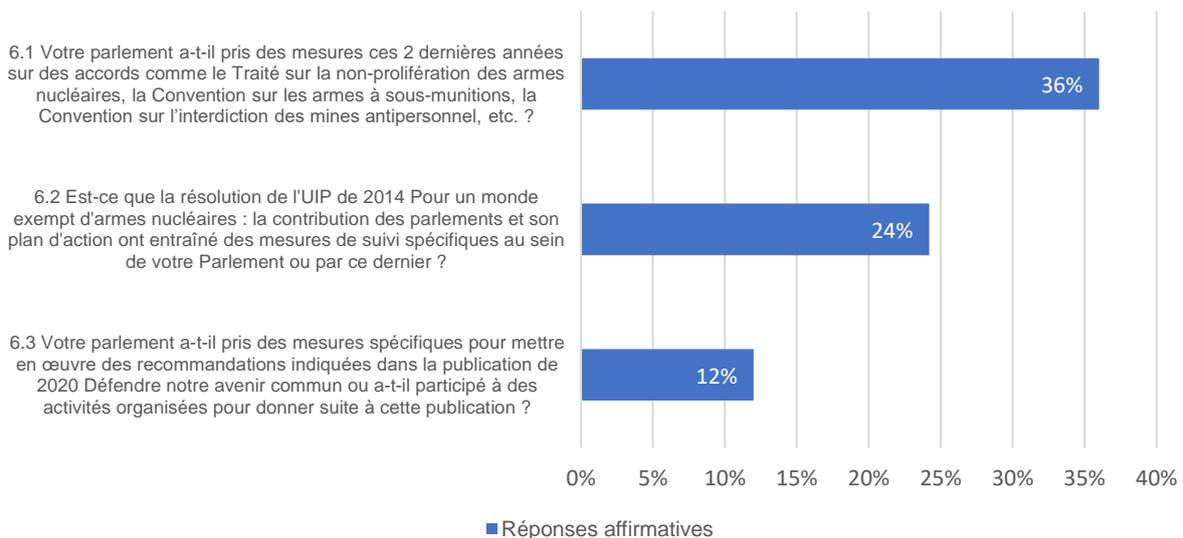
Finlande : deux parlementaires ont participé à la délégation finlandaise auprès du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, ce qui représente une bonne pratique encouragée par l'UIP. Ces deux parlementaires ont apporté une importante contribution au dialogue interactif avec l'organe conventionnel et ont partagé plusieurs initiatives parlementaires pour mettre en œuvre ses

recommandations. Cela inclut une institution récemment créée pour lutter contre les discriminations et la création d'un réseau de diffusion des recommandations de l'organe conventionnel et de suivi de leur mise en œuvre. En outre, ils ont souligné le rôle de la Commission parlementaire finlandaise chargée des droits de l'homme, laquelle a systématiquement fait référence aux positions des organes conventionnels dans les propositions législatives.

5. Désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements

Par rapport à l'année dernière (33 %), les réponses ont attesté d'un nombre croissant de mesures prises en lien avec d'importants accords (36 %), par exemple le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes à sous-munitions, la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, le Traité sur le commerce des armes, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ou la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la non-prolifération des armes de destruction massive. Davantage d'efforts doivent être déployés en matière de suivi de la résolution de l'UIP de 2014 pour un monde exempt d'armes nucléaires ainsi que pour la mise en œuvre de la publication de 2020 "Défendre notre avenir commun".

Travaux parlementaires sur le suivi des accords de l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements (2021-2022)



À cet égard, plusieurs bonnes pratiques méritent d'être mentionnées :

Nouvelle-Zélande, Suède et Royaume-Uni : ces parlements ont organisé des séminaires de présentation du guide parlementaire "Défendre notre avenir commun – Guide d'action parlementaire à l'appui du désarmement, pour la sécurité et le développement durable" – qui ont permis aux parlementaires de se familiariser avec les bonnes pratiques dans le domaine du désarmement.

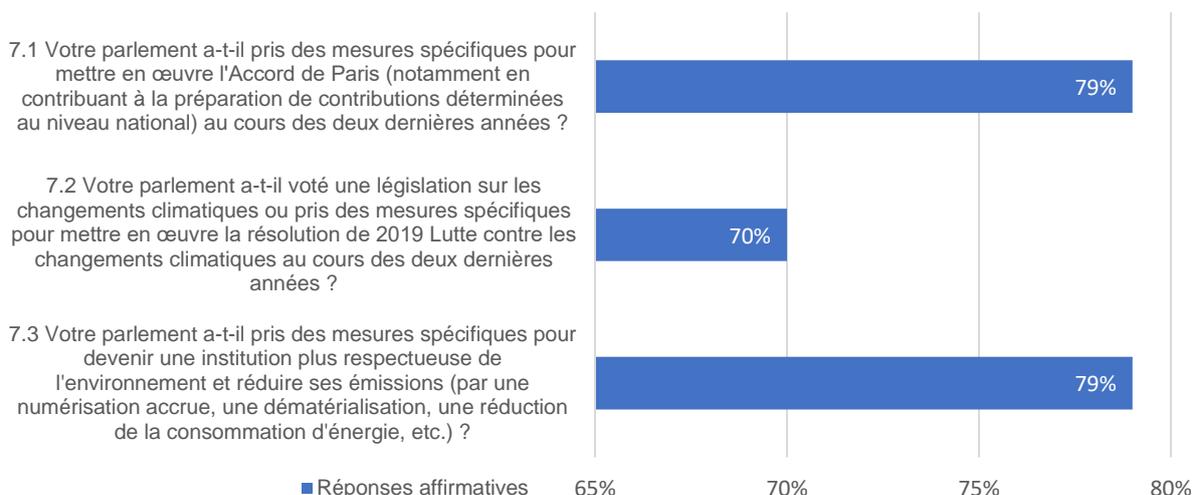
Gabon et Philippines : outre son engagement en faveur du désarmement nucléaire et sa lutte contre les armes de destruction massive, l'UIP a également étendu ses activités à la lutte contre les flux illicites d'armes légères et de petit calibre (ALPC), lesquelles sont en cause dans les tueries de masse, surtout de femmes et de jeunes. En partenariat avec la présidence de la septième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes (CSP7 TCA), l'UIP a envoyé, en juillet 2021, plus de 80 courriers aux présidents de parlements n'ayant pas encore ratifié le TCA, en les exhortant à inclure la question de la prolifération des armes illicites dans les ordres du jour de leur parlement. L'UIP a également organisé plusieurs événements en ligne et en présentiel en vue de promouvoir un contrôle strict des ALPC et de mieux sensibiliser aux instruments pertinents de l'ONU. Ces efforts ont permis l'émergence de défenseurs parlementaires

qui ont fait pression en faveur de la ratification du TCA par le Gabon et les Philippines. La ratification du TCA par les Philippines a été la première depuis 2020 et, avec celle à venir par le Gabon, le Traité attire une nouvelle fois l'attention et un élan international grâce à une vague de mobilisation parlementaire.

6. Changements climatiques

La résolution de l'UIP de 2019 *Lutte contre les changements climatiques* et la Déclaration de Nusa Dua *Objectif zéro : mobiliser les parlements pour agir face aux changements climatiques* ont placé l'environnement au rang de priorité pour l'UIP et ses Parlements membres. Comme le montre le graphique, un grand nombre (77 %) de participants a pris d'importantes mesures en faveur d'un parlement plus respectueux de l'environnement. Le but ultime reste la réduction des émissions par le biais de diverses mesures, notamment la numérisation, la dématérialisation, la réduction de la consommation d'énergie, la mise en œuvre de politiques pour les déplacements, etc.

Mobilisation parlementaire sur les changements climatiques (2021-2022)



À cet égard, les Parlements membres suivants ont adopté des pratiques pouvant être citées en exemples :

Seychelles : les parlementaires ont créé une Commission sur les changements climatiques, les îles, l'économie bleue et l'agriculture. L'Assemblée nationale a pris en charge la zone humide entourant ses locaux et elle va rechercher des fonds externes pour reboiser et remettre en état les mangroves. La Commission des affaires internationales, lors de réunions entre les parties prenantes et l'exécutif, a soulevé la question des changements climatiques, ce qui incluait le suivi des promesses faites par le gouvernement en vue de limiter l'impact des changements ainsi que les engagements pris en la matière lors de la COP26. Les parlementaires ont voté une motion appelant le gouvernement à gérer les îles extérieures des Seychelles d'une façon plus durable.

Belgique : le Parlement fédéral de Belgique (la Chambre des députés et le Sénat) a lancé un Dialogue interparlementaire sur le climat qui incluait les divers parlements régionaux. Cette action a permis la préparation d'une résolution conjointe qui a été adoptée le 21 octobre 2021 par la Chambre des députés. Ce point a été débattu lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) à Glasgow, en novembre 2021. Le 27 octobre 2021, la Chambre des députés a adopté une résolution sur la mise aux normes environnementales des bâtiments du parc immobilier fédéral³. Les actions en matière de développement durable pour le Sénat et la Chambre des députés sont partagées par le biais de documents et de l'utilisation du stockage en ligne sur OneDrive⁴.

³ www.dekamer.be/FLWB/PDF/55/1039/55K1039004.pdf

⁴ www.senate.be/actueel/homepage/Energiebeleid/20220509_gestion_durable.pdf

Maurice : en novembre 2020, la Loi sur les changements climatiques a été votée par le Parlement afin de renforcer le cadre légal et le mécanisme visant à rendre Maurice résistant aux changements climatiques et à mettre en place une économie à faible émission, conformément aux Objectifs de développement durable et à l'objectif majeur du gouvernement de développer une économie plus respectueuse de l'environnement. En décembre 2021, le Parlement de Maurice a débattu la motion émanant d'un parlementaire, qui invitait l'Assemblée nationale à décider que le gouvernement devait poursuivre ses efforts d'encouragement de l'utilisation des véhicules électriques à Maurice. Dans le budget 2022/23, une série de mesures a été annoncée en vue d'accélérer la transition vers un approvisionnement énergétique local plus sûr et plus propre (par exemple, l'acquisition de 200 bus électriques).

7. Outils, campagnes et publications de l'UIP

Dans l'exercice de leurs fonctions, les Parlements membres de l'UIP ont pu compter sur diverses ressources pour de meilleures performances dans des domaines importants comme le genre, les ODD et les jeunes. Parmi ceux-ci :

- *Lignes directrices pour la budgétisation par le parlement des ODD : gestion optimisée des ressources publiques* (2021)
- *Élaboration de lois sensibles au genre* (Guide à l'usage des parlementaires n° 33, 2021)
- *Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes dans les parlements en Afrique* (bulletin thématique, novembre 2021)
- *Campagne Oui à plus de jeunes au parlement !*
- *Renforcer la préparation aux situations d'urgence sanitaire : le Règlement sanitaire international (2005)* (Guide à l'usage des parlementaires n° 34, 2022)
- *Rapport parlementaire mondial 2022 : La participation du public aux travaux du parlement* (troisième édition)

Parmi les participants, 52 % ont indiqué avoir utilisé ces outils.

Certains parlements traduisent systématiquement en langue nationale, publient et diffusent aux commissions parlementaires compétentes de nombreux outils, publications et campagnes de l'UIP, comme c'est le cas au Japon, au Royaume-Uni ou en Türkiye. La campagne de l'UIP sur la représentation des jeunes dans la politique, les outils publics produits par l'organisation et la production de contenus vidéo (YouTube et autres réseaux sociaux) semblent avoir eu un certain impact. En ce qui concerne les parlements sensibles au genre, le Guide à l'usage des parlementaires n° 33 sur l'élaboration de lois sensibles au genre a influé sur la transparence et les politiques internes de certains parlements.

Divers parlements ont pris des initiatives dans le cadre de la campagne *Oui à plus de jeunes au parlement !* ou des campagnes/élaboration de lois "sensibles au genre" :

Campagne "Oui à plus de jeunes au parlement !"

Cette campagne cible la mobilisation des parlements et des leaders de tous âges en vue d'accroître le nombre de jeunes parlementaires. Le site web consacré à cette campagne propose [des outils publics](#) pour aider les parlements et les défenseurs des jeunes à lancer la campagne en s'appuyant sur ces supports. Sur une période de cinq ans, l'UIP facilite l'action en encourageant les parlementaires, les présidents de parlement, les jeunes leaders et d'autres personnalités politiques à mettre en œuvre cette campagne afin de réaliser les engagements pris (avec le soutien de l'UIP).

Dès mars 2022 :

- *730 acteurs du changement se sont engagés à encourager la représentation des jeunes au parlement, parmi eux on compte 25 présidents de parlement et 320 parlementaires.*
- *Parmi les autres personnalités qui se sont engagées en faveur de la représentation des jeunes au parlement, on peut citer : le Premier Ministre du Liechtenstein, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Administrateur du PNUD, le Président de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies et Ministre des affaires étrangères des Maldives ainsi que l'Envoyée du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse.*

- La campagne a été lancée au niveau national dans une vingtaine de parlements, notamment : Andorre, Autriche, Bahreïn, Bélarus, Égypte, Équateur, Inde, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Serbie, Thaïlande et Uruguay.

Bonnes pratiques à mentionner :

Algérie : le Parlement a mis en place un nouveau quota électoral pour les jeunes.

Bahreïn : le Royaume de Bahreïn a été le premier pays arabe à soutenir la campagne "Oui à plus de jeunes au parlement !". Cette démarche s'est déclinée en plusieurs initiatives, par exemple la "session de stimulation" du Parlement des jeunes, qui a permis d'encourager ces derniers, de promouvoir les valeurs de fidélité et d'appartenance, et de stimuler un modèle de participation à divers domaines de la vie. Cette session a donné lieu à plusieurs publications en faveur de la représentation des jeunes au Parlement.

Paraguay : le Parlement du Paraguay s'est montré très actif dans cette campagne et pour les travaux de l'UIP en général consacrés aux jeunes. Le Parlement a lancé la campagne cette année. Dans cette perspective, le Sénat a voté une loi abaissant l'âge minimum pour briguer un mandat aux élections municipales (cette loi n'est pas encore passée à la chambre basse, à notre connaissance). En outre, le Paraguay a organisé la Conférence des jeunes parlementaires en 2019 et le Sénateur Patrick Kemper est un membre actif du Conseil du Forum des jeunes parlementaires. Le leader de la délégation à l'UIP (et ancien Président du Sénat), Blas Llano, est un fervent défenseur des initiatives liées aux jeunes.

République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe : ces parlements ont créé des groupes de jeunes parlementaires (forte contribution signalée des jeunes parlementaires dans ces pays).

- **Élaboration de lois sensibles au genre (Guide à l'usage des parlementaires n° 33)**
- **Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes dans les parlements en Afrique (bulletin thématique, novembre 2021)**

Ces outils de l'UIP ont été intégrés aux travaux de plusieurs parlements, comme en témoignent les exemples suivants :

Belgique : le Parlement bicaméral, dirigé par deux présidentes (Mme Éliane Tillieux et Mme Stéphanie D'Hose), a lancé une évaluation de son niveau de sensibilité au genre par le biais des outils et conseils de l'UIP.

Équateur : en 2021, après la mobilisation de l'UIP auprès du Parlement équatorien en vue d'identifier des domaines de réforme basés sur les outils de l'UIP d'auto-évaluation de la sensibilité au genre, une loi sur la fonction législative a été amendée afin d'inclure des critères de parité du genre et de diversité pour les postes dirigeants au Parlement. Outre sa présidente, le Parlement dispose de deux commissions, chacune présidée par une femme, et tous les postes de vice-présidence sont détenus par des femmes parlementaires.

Maurice : en 2018, un audit sur le genre dans la fonction publique et le secteur privé a été demandé par le Groupe parlementaire chargé de la question du genre, ce qui a donné lieu à une circulaire budgétaire demandant aux ministres de soumettre une présentation de budget sensible au genre. Deux séances de haut niveau de renforcement des capacités des membres du Groupe et des interlocuteurs chargés du genre dans les ministères, dirigées par un expert international sur cette question, ont été organisées sur le rôle des parlements sensibles au genre, en vue de donner des conseils pratiques sur les actions à mener dans les mandats respectifs. Une liste d'intégration rapide du genre au sein du cycle politique a été formulée et diffusée. Le Groupe parlementaire chargé de la question du genre, lors de sa réunion du 22 avril 2022, a fermement condamné la violence en ligne à l'encontre des femmes parlementaires et des femmes en général.

Nigéria : en juillet 2021, un rapport d'expertise a été rédigé, s'appuyant sur les bonnes pratiques internationales et une analyse détaillée du système politique du Nigéria. En septembre 2021, l'UIP, en collaboration avec la Chambre des représentants du Nigéria, plusieurs acteurs clés nationaux,

des organisations de la société civile et des partenaires de développement, a coorganisé un forum nommé Paving the Path. À cette occasion, le savoir-faire de l'UIP et son engagement au plus haut niveau ont été mis en œuvre pour accompagner des amendements législatifs et constitutionnels en vue de parvenir à une plus grande représentation des femmes. L'action de l'UIP a permis de renforcer la position des parlementaires et des organisations de la société civile ainsi que des défenseurs de la représentation des femmes. Bien que jusqu'ici une majorité de parlementaires doive encore soutenir les amendements proposés, une impulsion sans précédent a été donnée par la société civile en faveur du rôle moteur des femmes pour la période précédant les élections de 2023.

République-Unie de Tanzanie : *la mobilisation des femmes parlementaires à tous les niveaux, l'engagement des hommes parlementaires comme défenseurs de l'égalité des sexes et le programme d'autonomisation des femmes ont contribué à faire évoluer la représentation des femmes en politique. Le fait que des hommes parlementaires défendent l'égalité des sexes était essentiel pour faire progresser le processus d'élaboration de lois sensibles au genre et accroître le pourcentage de femmes au Parlement.*

Conclusions

Les rapports des Membres sont en évolution constante. Ils méritent un examen continu et un débat entre Parlements membres. Cela est particulièrement pertinent dans le cadre de la nouvelle Stratégie 2022-2026 de l'UIP, qui vise, entre autres, à renforcer, à tous les niveaux, la redevabilité à l'UIP, notamment en encourageant les actions de suivi par les Membres sur les questions clés et en développant la mobilisation des Membres entre les Assemblées.

Les Parlements du **Costa Rica** et de la **Suisse** figurent parmi ceux qui ont exprimé un intérêt pour renforcer les mécanismes d'amélioration du niveau de mise en œuvre des résolutions et des décisions de l'UIP. Parmi ces mécanismes :

- mettre en place un processus de revue par les pairs, évaluer les niveaux de mise en œuvre sur une base continue,
- consacrer davantage de temps dans le contexte des Assemblées pour examiner la mise en œuvre des décisions,
- donner les moyens nécessaires aux commissions permanentes pour qu'elles jouent un plus grand rôle dans l'examen des résolutions qu'elles ont adoptées,
- encourager les groupes géopolitiques à organiser des débats annuels sur la mise en œuvre des décisions de l'UIP,
- renforcer encore les dispositions prévues dans les Statuts et Règlements de l'UIP, car celles-ci concernent la responsabilité des Membres en matière de mise en œuvre.

Entre temps, tous les Membres de l'UIP, les titulaires de fonctions en particulier, sont encouragés à entreprendre les actions suivantes :

- ✓ Veiller à ce que les délégations soumettent un rapport au parlement après les Assemblées. Prendre l'initiative de contribuer à l'élaboration du rapport ou d'y apporter une contribution de fond.
- ✓ Communiquer des exemplaires des résolutions adoptées durant l'Assemblée à tous les parlementaires et y faire référence dans les sessions parlementaires pertinentes.
- ✓ Faire en sorte que les pouvoirs publics et les organismes publics compétents reçoivent des exemplaires des résolutions de l'UIP et les inviter à prendre des mesures si nécessaire.
- ✓ Poser des questions au gouvernement sur les sujets abordés et les résolutions adoptées aux Assemblées de l'UIP.
- ✓ Promouvoir des débats en plénière ou en commission sur les sujets abordés aux Assemblées de l'UIP.
- ✓ Soumettre des projets de loi ou des amendements aux projets de loi conformément aux résolutions et recommandations de l'UIP.
- ✓ Citer les résolutions de l'UIP dans les activités de communication, notamment les conférences de presse, les messages sur les réseaux sociaux et les interviews.

- ✓ Envoyer des exemplaires des résolutions et des liens web pertinents de l'UIP aux organes concernés du parlement afin de pouvoir les traduire, le cas échéant, et les diffuser sur le site web du parlement.
- ✓ Exercer les pouvoirs parlementaires, notamment l'autorité budgétaire et de contrôle, pour veiller à ce que les recommandations de l'UIP soient réellement appliquées.
- ✓ Exploiter les publications de l'UIP comportant des listes de contrôle à l'intention des parlementaires avec des exemples concrets du type de suite donnée aux recommandations de l'UIP.
- ✓ S'associer systématiquement aux Rapports de Membres de l'UIP et soumettre des rapports volontaires sur les travaux entrepris dans le cadre du suivi des initiatives de l'UIP.

Les Parlements membres suivants seront interrogés dans le cadre des rapports de 2023 :

2023

Groupe africain : Burundi, Djibouti*, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho.

Groupe arabe : Liban, Libye*, Maroc*, Oman.

Groupe Asie-Pacifique : Fidji, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Malaisie, Maldives, République démocratique populaire lao.

Groupe Eurasie : Kazakhstan, Kirghizistan.

Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes : Cuba, El Salvador, Guatemala, Guyana, Haïti, Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Groupe des Douze Plus : Allemagne, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie.

Exemples de mesures prises par les parlements pour donner suite aux travaux de l'UIP

Pays	Meilleures pratiques
Andorre	<ul style="list-style-type: none"> - En 2015, le Conseil général a adopté un Pacte en faveur d'une meilleure égalité des sexes, conformément aux recommandations de l'UIP. - En 2019, le Parlement a réalisé la parité pour la deuxième fois de son histoire et a élu sa toute première Présidente.
Arménie	<ul style="list-style-type: none"> - L'Assemblée nationale arménienne a une délégation paritaire à l'UIP avec autant d'hommes que de femmes parlementaires. - Le Parlement accroîtra les quotas de femmes dans le Code électoral.
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> - En 2007, le Parlement autrichien a initié "l'atelier sur la démocratie", programme de formation proposant diverses approches sur des sujets politiques contemporains. - Pour accroître la participation et la représentation des jeunes, le Parlement a abaissé la majorité électorale de 18 à 16 ans et a créé la "Plateforme parlementaire en ligne pour les enfants" et les "Parlements des jeunes" bisannuels. - En ce qui concerne les sujets traités par l'Assemblée de Madrid, le Parlement autrichien a adopté, par exemple, une résolution demandant une "campagne anti-fake-news sur la pandémie de COVID-19" afin de surmonter les divisions dans la société. Il débat actuellement d'une résolution sur la "promotion de la transparence, du parlementarisme et d'une réforme de la procédure des commissions d'enquête", et d'une résolution sur le thème "anti-fake news et désinformation", pour ne citer que deux initiatives. - Le Parlement autrichien a adopté des résolutions liées aux sujets traités par les 143^e et 144^e Assemblée de l'UIP ou il débat actuellement de ces résolutions. Il a adopté une résolution s'opposant aux petits réacteurs modulaires (PRM) en tant que mesure de protection du climat et débat actuellement de 10 résolutions différentes liées aux problèmes des changements climatiques, par exemple une résolution contre "les subventions publiques nocives pour l'environnement" ou une autre en faveur d'un "financement accru pour la protection du climat", pour n'en citer que deux. En outre,

Pays	Meilleures pratiques
	<p>dans le contexte des changements climatiques, le Parlement autrichien a voté deux lois, l'une introduisant "une taxe sur le CO2 dans le cadre d'une réforme de l'écotaxe" et une instaurant un "bonus climatique".</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Parlement autrichien a promu la campagne de l'UIP "<i>Oui à plus de jeunes au parlement !</i>", à l'occasion de la Journée internationale du parlementarisme en 2021, et il a produit une vidéo de 2:20 minutes avec les porte-parole des jeunes de tous les groupes parlementaires pour les chaînes des réseaux sociaux du Parlement.
Azerbaïdjan	<ul style="list-style-type: none"> - La Déclaration de Nusa Dua sur le thème <i>Mobiliser les parlements pour agir face aux changements climatiques</i> a été directement communiquée à la Commission parlementaire sur les ressources naturelles, l'énergie et l'écologie, pour examen et révision éventuelle des lois et réglementations nationales existantes sur les changements climatiques, conformément à l'Accord de Paris et aux ODD. - Ces actions impliquent principalement des améliorations technologiques, afin de réduire l'impact environnemental négatif de divers secteurs de l'économie, ainsi que des changements de la réglementation et des mesures de sensibilisation du public. - Le Ministère de l'écologie et des ressources naturelles, avec le soutien du Parlement national, rédige une Stratégie nationale de développement bas carbone et un Plan d'adaptation aux changements climatiques.
Bahreïn	<ul style="list-style-type: none"> - Le Conseil consultatif et le Conseil des représentants ont mis en place de nouveaux mécanismes, par exemple un interlocuteur pour la justice et la protection de l'enfance. - Le Parlement de Bahreïn a organisé la deuxième session du Parlement des jeunes. - Pour réaliser un Parlement orienté vers le numérique, le Bahreïn a transformé son travail législatif et de contrôle en approche électronique globale. - Le Parlement a rédigé une nouvelle loi pour lutter contre les abus et la violence. - Le 14 mars 2022, le Conseil des représentants a participé à une réunion en ligne (à distance) organisée par l'Union interparlementaire et ONU Femmes, lors de la 66^e séance de la Commission de la condition de la femme, intitulée : "Le rôle du leadership des femmes et des parlements sensibles au genre dans la lutte contre les changements climatiques".

Pays	Meilleures pratiques
Bélarus	<ul style="list-style-type: none"> - En 2018, le Parlement du Bélarus a tenu son premier forum régional des coordonnateurs nationaux des pays d'Europe et de la CEI en vue de réaliser les ODD. En 2019, il a organisé le Forum national sur le développement durable. - La Chambre des représentants de l'Assemblée nationale de la République du Bélarus a joué un rôle actif dans la campagne initiée par l'UIP <i>Oui à plus de jeunes au parlement !</i> Plusieurs parlementaires de la Chambre des représentants ont soutenu cette initiative et ont rejoint la campagne. Simultanément, un clip vidéo a été préparé et diffusé sur le site web de l'UIP, à l'occasion de la Journée internationale du parlementarisme en 2021, afin de présenter le développement du parlementarisme des jeunes en République du Bélarus et les activités des jeunes parlementaires.
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> - En avril 2017, le Sénat a adopté une résolution sur le renforcement de l'autonomie financière des femmes dans les pays en développement, cette résolution faisant explicitement référence à celle adoptée par l'UIP sur un sujet similaire à la 136^e Assemblée de l'UIP à Dhaka. - Le 2 mars 2022, la Chambre des députés a adopté une résolution/législation s'opposant à l'exploitation et aux abus sexuels sur les enfants. - Le soutien du projet par les présidents de la Chambre et du Sénat visait à faire du Parlement fédéral belge l'assemblée la plus sensible au genre en Europe.
Brésil	<ul style="list-style-type: none"> - Pour accroître la représentation des femmes au Parlement, le Brésil a voté la Loi électorale de 1997, qui a permis de réserver un nombre de sièges aux femmes pour les fonctions de députées et de membres du conseil. - En 2009, il a été décidé que les postes devaient être occupés par un minimum de 30 % et un maximum de 70 % de citoyens de chaque sexe. Lors des élections générales de 2018, les partis politiques ont été contraints d'allouer 30 % des ressources publiques totales au financement des campagnes des candidates. - Un groupe parlementaire Brésil/ONU a été créé avec la participation de sénateurs, de parlementaires, du Ministère des affaires étrangères et de fonctionnaires de l'ONU afin d'améliorer et de développer les interactions entre le Congrès brésilien et l'ONU.

Pays	Meilleures pratiques
Bulgarie	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyant sur la technologie dans l'optique de réaliser la transparence du processus législatif, le Parlement bulgare mène son action dans le cadre d'un dialogue ouvert au public et met en œuvre une politique active d'information des électeurs sur tous les sujets liés à ses pouvoirs. En outre, les séances de l'Assemblée nationale et de ses commissions sont diffusées en direct sur son site web. Sur ce même site, on peut accéder à des archives vidéo des séances plénières et aux informations publiées sur chaque phase de débat d'un projet de loi et sur la pratique parlementaire. - L'Assemblée nationale a appliqué le 'Projet de bonne gouvernance', lequel prévoit un examen complet de la transposition et de l'impact des directives européennes dans la législation.
Burundi	<ul style="list-style-type: none"> - Pour une représentation égalitaire, le Burundi dispose d'un Parlement bicaméral très inclusif fondé sur le respect de l'égalité ethnique (60 % Hutus et 40 % Tutsis), un équilibre régional, 30 % de femmes au minimum et l'inclusion de trois membres de la minorité ethnique Twa dans chaque chambre.
Cambodge	<ul style="list-style-type: none"> - En 2019, le Cambodge, en coopération avec l'UIP, a organisé un atelier régional sur "le rôle du Parlement dans la promotion d'une société pacifique et durable en Asie du Sud-Est". - Le Parlement cambodgien a intégré les ODD dans ses commissions, en prenant des mesures pour contrôler et suivre les progrès du gouvernement dans leur mise en œuvre, et en encourageant un partenariat et un dialogue multipartites.
Chine	<ul style="list-style-type: none"> - Le Parlement chinois parraine et finance de manière significative le budget de l'UIP consacré au développement.
Colombie	<ul style="list-style-type: none"> - Le Parlement a lancé l'initiative "Congreso en Igualdad" afin de mettre en œuvre le Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre.
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> - Pour assurer l'inclusion des citoyens et accroître leurs interactions avec le Parlement et le processus décisionnel, le Parlement a créé un service chargé de la participation des citoyens à l'Assemblée législative.

Pays	Meilleures pratiques
	<ul style="list-style-type: none"> - Pour garantir la transparence, le Parlement a créé un e-Parlement permettant aux citoyens d'accéder aux informations sur le travail du législateur, les salaires des parlementaires, le budget annuel, la diffusion des données, etc. - La Commission des relations internationales et du commerce extérieur est chargée de coordonner et d'assurer le suivi de la participation de l'Assemblée législative aux divers forums internationaux, notamment à l'UIP. Alors que commence une nouvelle période constitutionnelle, elle est en train d'organiser sa participation qui, une fois définie, sera soumise à la ratification des législateurs.
Chypre	<ul style="list-style-type: none"> - La création du "Parlement parallèle", qui vise à stimuler la société en matière d'évolution et de défis mondiaux en vue de développer une relation interactive permettant de renforcer le sens de la citoyenneté, la démocratie participative, le pluralisme et la transparence. Ce Parlement parallèle traite de l'innovation, de l'e-gouvernance, de l'environnement, de l'écologie, du développement durable, de la santé et de la représentation des jeunes et des enfants, entre autres thèmes. - En adoptant la Directive européenne 2018/410 visant à renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et à favoriser les investissements à faible intensité de carbone, la Chambre des représentants a voté en 2020 "La loi (amendement) sur la création d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (<i>The Establishment of a Greenhouse Gas Emission Allowance Trading Scheme (Amendment) Law</i>)".
République tchèque	<ul style="list-style-type: none"> - La Chambre des députés a bénéficié du soutien de l'UIP pour les parlements et les ODD, de formations sur l'e-Parlement/Parlement dématérialisé et sur les TIC, et d'auditions en ligne ciblant les personnes non mobilisées inspirées par le Rapport parlementaire mondial 2022 : La participation du public aux travaux du parlement (troisième édition) - La publication de l'UIP Lignes directrices pour l'élimination du sexisme, du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes dans les parlements a été utilisée lors du débat sur la lutte contre la violence faite aux femmes et la violence familiale (COM/2022/105 final).

Pays	Meilleures pratiques
République démocratique du Congo	<ul style="list-style-type: none"> - Pour une meilleure représentation, les parlementaires congolais ont intégré au Règlement des deux chambres des dispositions légales requérant que tous les mouvements politiques disposant de sièges au Parlement soient représentés dans les corps des deux chambres. Dans la même optique, l'Assemblée nationale et le Sénat congolais incluent des représentants de la majorité ainsi que de l'opposition dans toutes leurs commissions. - Pour assurer la transparence par le biais de la technologie, le Parlement tient des débats publics en plénière et les diffuse à la radio et à la télévision nationale.
Danemark	<p>Pour mieux s'impliquer et interagir avec l'ONU, les parlementaires danois font généralement partie des délégations officielles danoises aux rencontres suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forum politique de haut niveau de l'ONU sur le développement durable - Semaine de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU - Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP) - Commission de la condition de la femme de l'ONU
Djibouti	<ul style="list-style-type: none"> - Pour assurer la représentation et l'inclusion, le Parlement de Djibouti organise une "caravane" parlementaire, une ou deux fois par an, afin de rapprocher le Parlement de la population dans les zones distantes du pays et de recueillir les demandes. Un an plus tard, dans le cadre de cette initiative, une évaluation est réalisée pour savoir s'il a été répondu aux demandes et si les problèmes ont été résolus. Le Parlement est très désireux de partager cette stratégie avec d'autres parlements en vue d'inspirer de nouvelles réformes et stratégies pour la diplomatie parlementaire.
Équateur	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir un parlementarisme inclusif par de nouvelles lois, notamment un "code de la démocratie" selon lequel les partis politiques respectent des quotas de jeunes et de femmes dans leurs listes électorales (locales, régionales et nationales).
Égypte	<ul style="list-style-type: none"> - Pour combler le déficit de communication entre les citoyens et le Parlement, ce dernier a créé les mécanismes suivants : en 2016, le Parlement a lancé le service WhatsApp de la Chambre des représentants afin de faciliter les interactions entre les deux.

Pays	Meilleures pratiques
	<ul style="list-style-type: none"> - En 2018, la Chambre des représentants a lancé une chaîne officielle sur YouTube qui diffuse les séances plénières et tout le contenu numérique des médias parlementaires. En outre, elle a également développé son site web officiel en arabe, français et anglais. Le Parlement égyptien a également fait paraître un périodique numérique intitulé 'Harvest for the Parliament', qui propose une veille mensuelle documentée de ses activités législatives et de contrôle, outre d'autres activités parlementaires. - La loi sur la protection des monuments historiques a été amendée conformément aux recommandations stipulées par la résolution de l'UIP sur cette question, <i>Assurer une protection durable du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'humanité contre la destruction et la dégradation</i> (134^e Assemblée de l'UIP, Lusaka, Zambie, mars 2016). Le Parlement égyptien a également voté une loi sur la lutte contre les migrations illégales et la traite des réfugiés afin de contribuer à des migrations plus justes, appropriées et humaines.
Géorgie	<ul style="list-style-type: none"> - Le Parlement géorgien est un membre actif de l'initiative Partenariat pour un gouvernement ouvert. Il a mis en œuvre de nombreuses réformes importantes depuis son adhésion à la Déclaration pour l'ouverture et la transparence parlementaire en 2015.
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> - Pour protéger les parlementaires, le Bundestag applique le programme "Les parlementaires protègent les parlementaires", qui relève de la Commission des droits de l'homme et de l'aide humanitaire du Bundestag. Ce programme met en relation des parlementaires allemands avec d'autres parlementaires recherchant un parrain ou bien il leur fournit des informations pour savoir si des responsables politiques sont persécutés ou menacés dans un pays particulier.
Guyana	<ul style="list-style-type: none"> - Concours national de débat de la jeunesse du Guyana. Ce concours a été lancé en 2021 par le Président de l'Assemblée nationale, Manzoor Nadir. Il fait suite à l'approbation par le Président de la campagne de l'UIP <i>Oui à plus de jeunes au parlement !</i>, qui a été lancée l'année dernière⁵.

⁵ www.ipu.org/fr/actualites/actualites-en-bref/2022-04/le-parlement-du-guyana-tend-la-main-aux-jeunes

Pays	Meilleures pratiques
Islande	<ul style="list-style-type: none"> - Pour assurer l'égalité et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'Islande a mis en place différentes institutions comme le médiateur parlementaire, le Centre pour l'égalité des genres et l'Autorité de protection des données.
Inde	<ul style="list-style-type: none"> - Le Parlement indien, par le biais de l'Institut de recherche et de formation parlementaires pour les Démocraties (<i>Parliamentary Research and Training Institute for Democracies (PRIDE)</i>), anciennement Bureau d'étude et de formation parlementaires (<i>Bureau of Parliamentary Studies and Training (BPST)</i>), dispense une formation en matière de pratique et de procédure parlementaires à divers pays dans le monde. - L'Inde œuvre en faveur de la promotion d'initiatives de renforcement des capacités au sein des parlements par le biais de "l'Initiative de recherche du Président", qui est une plateforme de partage des connaissances en vue de la diffusion d'informations critiques et d'expertise à l'usage des législateurs et qui propose des bourses aux chercheurs jeunes ou confirmés. - Production nationale de médicaments et d'équipements essentiels pour un accès égal à la protection contre la COVID-19 dans le pays. Soutien à d'autres pays, notamment par la distribution de plus de 160 millions de doses de vaccins dans 98 pays. - Déclaration et message vidéo pour la Journée internationale du parlementarisme en 2022⁶
Indonésie	<ul style="list-style-type: none"> - Programme parlementaire pour les jeunes en tant que modèle de formation. - La Chambre des représentants permet aux citoyens d'accéder sans restriction aux travaux du Parlement, que ce soit en personne ou par le biais de chaînes de diffusion en direct.
Israël	<ul style="list-style-type: none"> - La Knesset a adopté une initiative verte qui a transformé le Parlement israélien en modèle de développement durable pour ses citoyens et les autres parlements.

⁶ www.youtube.com/watch?v=6A7HbXM7FYI

Pays	Meilleures pratiques
	<ul style="list-style-type: none"> - En 2018, la Knesset a tenu sa toute première conférence de l'UIP, consacrée à la promotion des ODD, au cours de laquelle le Parlement a partagé ses méthodes innovantes en matière de haute technologie, de gestion de l'eau, d'inclusion et d'intégration sociales, que ce soit par des technologies innovantes ou par la législation.
Japon	<ul style="list-style-type: none"> - En 2015, la Diète nationale du Japon a organisé, à Tokyo, la Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP. - En 2018, le Bureau législatif de la Chambre des représentants japonaise a commencé une série de programmes dans le cadre d'un projet d'accompagnement rédactionnel et législatif destiné au Secrétariat de la Chambre haute du Pakistan. - Modification et rédaction régulières du rapport des Assemblées de l'UIP, notamment membres de délégations, calendriers et participation pour chaque point de l'Assemblée/des commissions permanentes, Conseil directeur / Forum des femmes parlementaires / Forum des jeunes parlementaires / groupes géopolitiques / réunions bilatérales / déclarations / ASGP / états financiers
Kazakhstan	<ul style="list-style-type: none"> - En 2019, la Mazhilis du Parlement du Kazakhstan a tenu sa 4^e Réunion des présidents de parlement des pays eurasiens intitulée "Une grande Asie : dialogue, confiance et partenariat (<i>Greater Eurasia: Dialogue, Trust, Partnership</i>)".
Kenya	<ul style="list-style-type: none"> - Le Parlement du Kenya propose une plateforme d'audition publique pour la population et les parties intéressées, afin de soumettre leurs opinions, préoccupations et suggestions sur les projets de loi en première lecture au Parlement. Ces opinions sont compilées et utilisées au cours de la deuxième lecture, en vue éventuellement d'incorporer certaines recommandations lors de l'étude des projets de loi en Commission plénière, avant que ces derniers ne soient votés par le Parlement pour devenir une loi.
Lettonie	<ul style="list-style-type: none"> - Cette année, le Parlement letton a célébré la Journée internationale du parlementarisme en organisant un événement à la Saeima pour fêter son centenaire. De nouvelles variétés de lilas ont servi de symboles des valeurs nationales : liberté, indépendance et démocratie.

Pays	Meilleures pratiques
Maroc	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un événement régional au Parlement le 7 décembre 2021, avec la participation d'organisations de femmes de la société civile, dans le droit fil de la récente publication de l'UIP sur la violence à l'encontre des femmes dans les parlements en Afrique.
Népal	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation coordonnée aux risques de la COVID-19, accompagnée par tous les partis politiques, pour les communautés locales.
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> - Informé par la délégation néerlandaise de la résolution de l'UIP appelant à une action internationale urgente pour soutenir le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe, touchés par le cyclone Idai, le gouvernement néerlandais a octroyé une aide financière substantielle et envoyé des experts dans la région.
Nouvelle-Zélande	<ul style="list-style-type: none"> - La Chambre des représentants a produit une vidéo de trois minutes, publiée sur YouTube, qui rend compte de la 144^e Assemblée de l'UIP à Nusa Dua (www.youtube.com/watch?v=ZRYBGjDppr0)
Nigéria	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un Programme de mentorat législatif (<i>Legislative Mentorship Initiative (LMI)</i>), programme spécial dont le but est d'autonomiser et de préparer les jeunes leaders intéressés par la fonction publique, en leur donnant l'expérience pratique nécessaire pour participer à la gouvernance⁷.
Pakistan	<ul style="list-style-type: none"> - L'Assemblée nationale du Pakistan a créé un Groupe de travail parlementaire sur les Objectifs de développement durable (ODD) afin de renforcer le débat parlementaire sur le développement durable par des interventions efficaces en matière de contrôle, de représentation et de législation. - Le Parlement pakistanais est considéré en pointe sur la législation verte, car il continue de prendre des mesures globales d'économie d'énergie et œuvre pour un Parlement performant dans les technologies d'Internet (le Parlement est prêt à partager son expérience avec d'autres parlements).

⁷ <https://lmi.ng/about>

Pays	Meilleures pratiques
	<ul style="list-style-type: none"> - L'Assemblée nationale a créé le "Forum des jeunes parlementaires", qui sert de plateforme d'interaction et d'échange d'idées et de perspectives. - Plus tard cette année, le Parlement pakistanais accueillera le troisième Séminaire régional des parlements de la région Asie-Pacifique sur le thème de la réalisation des ODD.
Paraguay	<ul style="list-style-type: none"> - Lancement de la version en langue espagnole de la campagne mondiale de l'UIP <i>Oui à plus de jeunes au parlement !</i>
Sierra Leone	<ul style="list-style-type: none"> - Travail de promotion de l'égalité des sexes aux plans local, régional et national, notamment par l'organisation, au Parlement, d'une conférence spécifique avec la participation des présidents des parlements locaux.
Afrique du Sud	<ul style="list-style-type: none"> - Le Ministère de la santé a présenté au Parlement, en 2019, la Loi nationale sur l'assurance maladie, afin de s'assurer de la mise en application de la couverture sanitaire universelle en Afrique du Sud d'ici 2030. Cette Loi est examinée par la Commission parlementaire du portefeuille de la santé, le délai d'adoption étant fin 2021.
Suède	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des modalités pour des interventions plus efficaces, à la fois au niveau des parlements nationaux et au sein de l'UIP, conformément aux travaux du nouveau Groupe de travail de l'UIP sur la transparence, la reddition de comptes et l'ouverture.
Thaïlande	<ul style="list-style-type: none"> - Un mécanisme a été mis en place pour permettre l'élaboration d'un rapport annuel au Parlement sur les décisions de l'UIP en matière de droits de l'homme des parlementaires. À noter également les efforts de sensibilisation et de soutien concernant la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, en particulier par rapport à la situation au Myanmar.

Pays	Meilleures pratiques
Türkiye	<ul style="list-style-type: none"> - La Grande Assemblée nationale de Türkiye a pris l'initiative de traduire dans sa langue nationale et de publier le Guide des réseaux sociaux à l'intention des parlements et des parlementaires de 2021⁸, afin de le diffuser aux parlementaires, à leurs conseillers en réseaux sociaux et au personnel parlementaire.
Émirats arabes unis	<ul style="list-style-type: none"> - Le Président du pays a promulgué la résolution présidentielle n° 1 de 2019 afin de faire passer à 50 % la représentation des femmes au Conseil national de la Fédération. - Un débat parlementaire a été organisé sur la résolution concernant le point d'urgence relatif aux Rohingyas (adoptée en octobre 2017 à la 137^e Assemblée, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie). Le Parlement a réitéré son soutien permanent aux causes humanitaires dans le monde, en particulier pour les Rohingyas.
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel sur les décisions de l'UIP transmis au Secrétaire d'État chargé des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement. - Le Groupe britannique de l'UIP, les Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires (PNND) et le Groupe parlementaire interpartis (APPG) pour les générations futures ont collaboré en vue du lancement au Royaume-Uni de "Défendre notre avenir commun – Guide d'action parlementaire à l'appui du désarmement, pour la sécurité et le développement durable".
Zambie	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un groupe de jeunes au Parlement dont le mandat vise à améliorer les capacités des jeunes parlementaires, profiter du rôle de défenseur des jeunes parlementaires par rapport au gouvernement (politiques sensibles aux jeunes), promouvoir la représentation des jeunes dans les partis politiques et partager les expériences avec d'autres parlements de la région. - L'Assemblée nationale a défini un processus national de mise en œuvre des résolutions et des décisions de l'UIP. Ce processus permet l'organisation de séminaires nationaux réguliers pour familiariser les parlementaires aux travaux de l'UIP et identifier les modes d'action possibles pour un suivi national.

⁸ www.ipu.org/fr/ressources/publications/reference/2021-02/guide-des-reseaux-sociaux-lintention-des-parlements-et-des-parlementaires

Pays	Meilleures pratiques
Zimbabwe	<ul style="list-style-type: none"> - Pour accroître la participation des femmes en politique dans le pays, le Président a appelé à une stratégie permettant d'atteindre une "participation politique de 50/50". - La Commission du portefeuille de la santé et des soins aux enfants a demandé à l'UIP de proposer un atelier, prévu en août 2022, de renforcement des capacités pour les parlementaires et le personnel du Parlement sur les grossesses précoces non désirées. - Un atelier de renforcement des capacités intitulé Assistance technique UIP-PNUE pour une reprise post-COVID-19 respectueuse de l'environnement, avec pour thème central la reconstruction en mieux après la pandémie mondiale de COVID-19. Les parlementaires ont été formés à la manière de légiférer sur les énergies renouvelables. Le projet de loi sur les changements climatiques découle de cet atelier.
ParlAmericas	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de la participation parlementaire comme partie intégrante du processus des Sommets des Amériques par le biais de ParlAmericas. Ce mandat faisait partie des engagements politiques pris au 9^e Sommet des Amériques, qui s'est tenu du 6 au 10 juin 2022 à Los Angeles, USA.
Comité interparlementaire G5-Sahel	<ul style="list-style-type: none"> - L'Appel pour le Sahel a été lancé par l'Union interparlementaire, le Comité interparlementaire G5-Sahel, le Parlement arabe et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (2021 : cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement⁹)

⁹ <https://www.ipu.org/fr/file/12282/download>